

Les Nouvelles

Mensuel édité par
la Fédération de
Loire-Atlantique du
Parti Communiste
Français

de Loire-Atlantique

Pour tout renseignement
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 1039

14 décembre 2020

prix: 0,70 €



L'édito d'Aymeric SEASSAU



25 décembre 1920, le 18^{ème} congrès de la Section Française de l'Internationale Ouvrière s'ouvre à Tours. La 2^{ème} internationale s'est fracassée au sujet de la guerre, opposant pacifistes et partisans des « unions nationales ». La jeune union soviétique ouvre un espoir nouveau pour le monde du travail. Dans une France ouvrière toujours endeuillée par la disparition de Jaurès, des « camps » et des hommes s'opposent : Autour de Blum et d'autres on refuse l'adhésion à la 3^{ème} internationale promue par Lénine ; Cachin et les siens veulent y adhérer. Des femmes aussi comme la marxiste et féministe allemande **Clara Zetkin qui jouera un rôle central dans le congrès de Tours**. A une large majorité, c'est l'adhésion à la nouvelle internationale qui est adoptée.

Le parti communiste français est né. Il puise ses racines dans la force propulsive nouvelle de la révolution russe mais aussi dans l'héritage de la révolution Française, des barricades de 1848 et de la commune de Paris, dans le syndicalisme français qui voit la CGT créée en 1895, dans l'œuvre de Jaurès. C'est ce qui lui permet de marquer l'histoire du pays en épousant l'épopée nationale, réconciliant dira Thorez « **le drapeau tricolore de nos pères au drapeau rouge de nos espérances** ». De ce mariage inédit du communisme et de la République naissent de formidables conquêtes pour le peuple de France : La réduction du temps de travail, les congés payés, la résistance, la protection sociale, les pouvoirs nouveaux pour les travailleurs dans les entreprises nationalisées ou non, la décolonisation, la marche encore longue pour l'égalité réelle entre toutes et tous. Ce parti communiste est incontestablement français en ce qu'il a contribué à fonder le pacte social républicain.

Ce parti français est incontestablement communiste en ce qu'il a toujours fait valoir cette voix universelle pour la paix, la fraternité, la justice pour Mandela, l'indépendance nationale pour la Palestine, la solidarité entre tous les travailleurs quels que soient leur nationalité. **Mais voilà, « le patronat ne désarme jamais » comme le rappelait sagement Ambroise Croizat**. Dans une France sinistrée par les puissances d'argent, où les inégalités explosent sous l'effet d'un virus qui révèle les mécaniques meurtrières du capitalisme financiarisé, le parti communiste fête ses cent ans. Cet anniversaire nous le voulons résolument tourné vers l'avenir, vers l'espoir de la cité nouvelle dessinée par Gramsci, vers la réalisation de l'humanité rêvée par Jaurès. Les errements de 2020 nous invitent à convoquer 1920, à mobiliser les communistes, la gauche, notre peuple vers les conquêtes nouvelles dont l'urgence se fait sentir chaque jour un peu plus. Les communistes de France ne se retournent pas vers ce grand siècle de luttes pour s'effacer dans le siècle nouveau mais avec l'ambition de la reconquête politique et sociale. **Voilà ce que nous voulons célébrer. L'avenir et non le passé**. Avec comme première brique une candidature communiste à l'élection présidentielle ? Oui. Et pourquoi pas notre secrétaire national Fabien Roussel qui incarne avec enthousiasme et conviction nos combats communs. D'ici là, je souhaite à tous nos camarades de lutte et de parti, à tous nos lecteurs, de bonnes fêtes de fin d'année. Qu'elles permettent à chacune et chacun de se resourcer pour aborder 2021 avec l'énergie nécessaire au combat commun.

Inde



Grèves et manifestations **2**

Ecole



Une privatisation masquée **3**

MAN-ES



La facture aux travailleurs **4**

COVID-19



Où en sont les plus pauvres **5**

Noel 1914



Vaincre la haine **7**

XXIème Congrès du Parti communiste portugais

« Nous avons exercé nos droits démocratiques qui nous ont été interdits pendant 48 ans de dictature fasciste » (NDLR : 1926-1974)... C'est ainsi que son Secrétaire général, Jeronimo de Sousa, a conclu le XXIème congrès du PCP. C'est dans le respect des règles sanitaires que les communistes portugais ont débattu de la situation politique portugaise marquée par la dégradation de la situation sociale due à la covid-19 mais aussi aux bas salaires, à la précarité et aux injustices. « Cette réalité ne se combat pas avec des états d'urgence excessifs... mais en défendant la relance économique et l'emploi, en empêchant les reculs sociaux et en améliorant la vie des travailleurs et du peuple ». C'est avec détermination que le PCP a réaffirmé qu'une politique alternative, patriotique et de gauche est possible pour le pays. S'il participe à la majorité parlementaire qui permet la continuité d'un gouvernement socialiste, il n'en reste pas moins intransigent sur le renforcement de l'appareil productif, sur la hausse des salaires et des pensions, sur le développement des services publics ou le droit à la culture. Rapports de force obligent.



L'international

2

Arménie-Azerbaïdjan le grand jeu russo-tuc

Après six semaines de conflit, la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan autour du contrôle du territoire du Haut-Karabagh s'est conclue le 10 novembre par un accord de cessez-le-feu favorable à Bakou. Un mois plus tard, les rapports de force régionaux s'en trouvent bouleversés.



Supérieurs sur les plans militaire et diplomatique, les forces azéries – soutenues matériellement par la Turquie et Israël – ont repris les sept districts occupés par l'Arménie depuis 1994. Ils récupèrent de plus une partie de la république auto-proclamée du Haut-Karabagh. Un corridor reliera le petit territoire arménien à la république d'Arménie, de même que la province du Nakhitchevan sera reliée à l'Azerbaïdjan par un corridor routier. L'ensemble du dispositif sera contrôlé par 2000 soldats russes, une première depuis la chute de l'URSS.

L'Arménie fait les frais de son isolement diplomatique, deux ans après une révolution qui a fait chuter un gouvernement proche de Moscou. Le rapprochement du gouvernement de Nikol Pachinian avec les Etats-Unis peut expliquer le faible soutien apporté par la Russie à son allié, par ailleurs complètement lâché par les puissances occidentales. **Même l'Iran, traditionnel soutien de l'Arménie par opposition à Israël, a soutenu l'Azerbaïdjan sous la pression de sa forte minorité azérie (15 % de la population).**

Malgré tout, la Russie s'affirme comme la puissance souveraine dans le Caucase, sphère d'influence traditionnelle depuis le XIXe siècle. Elle a pour cela dû accepter la présence de la Turquie dans son « étranger proche ». **Celle-ci réalise une grande victoire : la connexion du Nakhitchevan à l'Azerbaïdjan lui ouvre la voie vers l'espace turcophone d'Asie centrale.**

Le duo Russie-Turquie, aux intérêts si contradictoires au Moyen-Orient, parvient tout de même à s'entendre de concert dans un jeu de dupe. Pour Moscou, il s'agit de placer un cheval de Troie dans l'OTAN dont est membre la Turquie. Pour Ankara, la victoire dans le Caucase lui permet de redorer son blason après s'être embourbé en Syrie. La discrétion des puissances occidentales, France et Etats-Unis en tête, dans ce conflit confirme la volonté et la capacité d'Erdoğan et de Poutine d'agir dans un ensemble de théâtres proches (Caucase, Syrie, Lybie) en tenant l'occident à l'écart.

Défaite du bolsonarisme aux municipales brésiliennes

Les candidats soutenus par le président d'extrême-droite Jaïr Bolsonaro ont vécu des élections municipales catastrophiques au Brésil. Le second tour tenu le 30 novembre dernier a confirmé le recul de la base électorale présidentielle.



Aucune des 26 capitales d'Etat n'est revenue à un candidat du camp bolsonariste. Au contraire, l'électorat brésilien a sanctionné le président et sa gestion calamiteuse de la pandémie de covid-19 en portant des candidats de centre-droit à la tête de municipalités. Trois partis traditionnels du centre remportent ainsi la moitié des capitales d'Etat laissant ainsi augurer d'un « lâchage » de Bolsonaro par la bourgeoisie.

L'autre grand perdant du scrutin est le Parti des travailleurs (PT) des ex-présidents Lula et Dilma Rousseff. Au pouvoir pendant près de 15 ans, il voit aujourd'hui toutes les grandes villes lui échapper. Sa position dominante à gauche est désormais contestée par le Parti socialiste brésilien (PSB, centre-gauche) et le Parti socialisme et liberté (PSOL, gauche radicale). A Sao Paulo, la capitale économique, le candidat du PSOL a notamment réalisé une belle campagne mettant en ballottage le camp de la droite.

Le Parti communiste du Brésil (PCdoB) réussit quant à lui à faire élire plus de 650 candidats, au deux-tiers dans les Etats du nord-est, les plus pauvres du pays.

Ce résultat en baisse est en partie dû à une réforme du mode de scrutin qui limite les coalitions électorales. Malgré une campagne extrêmement dynamique, la candidate communiste Manuela d'Avila échoue à ravir la ville de Porto Alegre à la droite.



Ces élections ont également vu une forte hausse de femmes et de noirs se porter candidats dans un pays fortement métissé. A ce titre, notons l'élection au conseil municipal de Rio de Janeiro de **Monica Benicio**, veuve de l'élue PSOL Marielle Franco assassinée par des militants d'extrême-droite en 2018. Elle promet un mandat « féministe et antifasciste ».

Ouvriers et paysans mènent la plus grande grève de l'histoire en Inde



Le 26 novembre dernier, les salariés indiens sont descendus dans la rue à l'appel de leurs syndicats pour protester contre les politiques néolibérales du gouvernement d'extrême-droite du BJP. **Environ 250 millions d'entre eux ont cessé le travail, un record dans l'histoire de l'humanité. Les grévistes réclament la fin des privatisations, la hausse des salaires et l'abandon de lois antisociales permettant aux Etats de fixer la journée de travail à 12h.**

La grève a été particulièrement bien suivie dans la métallurgie, le BTP, les transports et les secteurs de la banque et des assurances. Tous les Etats ont été touchés, certains comme le Kerala ou Pondichéry ayant été complètement paralysés.

Depuis le 27 novembre, les agriculteurs ont pris la suite de la lutte en convergeant vers Delhi afin de protester contre trois lois agricoles. Celles-ci prévoient de mettre fin au système de prix garantis par l'Etat et de déréguler les marchés agricoles faisant ainsi rentrer les intérêts financiers sur les marchés agricoles indiens jusqu'ici protégés par l'Etat. Des dizaines de milliers d'agriculteurs font, depuis, le siège de la capitale et bloquent les autoroutes y menant, seulement tenus à distance par une répression policière extrêmement brutale. Les syndicats paysans ont prévu des vivres en quantité suffisante pour tenir plusieurs semaines voire mois.

Ce mouvement, ou Bharat bhand, est massivement relayé par la gauche indienne et en premier lieu par les communistes. Les deux principaux partis communistes d'Inde ont de concert appelé à l'intensification de la mobilisation alors que les négociations avec le gouvernement sont au point mort. Les agriculteurs ne demandent rien d'autre que le retrait intégral des lois néolibérales.

Les grèves générales font partie de la vie politique courante en Inde depuis la colonisation britannique. Elles se sont cependant multipliées depuis l'arrivée au pouvoir du BJP de Narendra Modi en 2014.

Blanquer s'offre un « syndicat »

La proximité entre la jeune organisation « Avenir lycéen » (AL) et Jean-Michel Blanquer serait bien plus grande qu'on ne le croit. Cette organisation lycéenne, apparue dans la foulée de l'élection d'Emmanuel Macron est un farouche soutien du ministre de l'Éducation.

Selon Médiapart et Libération, AL serait directement piloté par le cabinet du ministre, ses communiqués – tous favorables au gouvernement – rédigés par des fonctionnaires du ministère dans les rectorats. Mieux, alors que les syndicats lycéens dénoncent des baisses de subventions de fonctionnement, AL aurait perçu 65 000 € publics dépensés en frais de bouche par ses dirigeants. Depuis 2018, le système Parcoursup, la réforme du baccalauréat et celle des E3C ont considérablement dégradé les conditions d'étude des lycéens. AL a systématiquement soutenu ces réformes.



En France

3

Loi sécurité globale : construire de vraies solutions



Pour le Parti communiste français, la sécurité est un droit fondamental et l'une des conditions essentielles de l'exercice des libertés individuelles et collectives, cette proposition de loi soulève de légitimes inquiétudes sur de nombreuses dispositions.

Le PCF demande le retrait de l'article 24 qui menace directement la liberté d'information et de communication pour lutter contre les violences policières. La protection des policiers et des gendarmes est une absolue nécessité (...) **Nos parlementaires ne cessent de demander un renforcement en termes de recrutement, de formation, de matériels, pour permettre aux forces intérieures de sécurité publique d'accomplir leur travail dans de meilleures conditions (...)** Le gouvernement fait fausse route alors qu'il devrait exprimer avec force l'exigence d'une police républicaine exemplaire. Le PCF soutient les mobilisations des associations et des syndicats, en très grand nombre, qui dénoncent à la fois l'article 24 et d'autres dispositions de ce texte qui, une nouvelle fois, cible le droit constitutionnel de manifester.

Il y a urgence à redévelopper une police républicaine, au service de la tranquillité de toutes et tous, respectueuse des droits et libertés, soumise à un contrôle démocratique indépendant.

Le PCF dénonce aussi la volonté de la majorité de privatiser la sécurité de nos concitoyens (...) Cette proposition de loi franchit une nouvelle étape dans une gestion autoritaire et ouverte au privé. Avec la proposition d'un élargissement des missions des polices municipales et des entreprises privées de sécurité, ce texte encourage un désengagement de l'Etat sur ses missions régaliennes de sécurité (...) [au lieu d'affirmer] une ambition nouvelle, avec les moyens de sa réalisation, pour une politique publique de sécurité et de tranquillité publique pour toutes et tous. Cette politique est indissociable du renforcement des services publics, de mesures fortes d'égalité sociale et d'une véritable politique de prévention, avec l'ensemble des partenaires. N'oublions pas que ce sont les territoires les plus en difficulté et les populations les plus fragiles qui sont les plus exposés à l'insécurité et à la délinquance du quotidien.

Le PCF appelle à la mobilisation de la nation pour débattre de ces enjeux et construire de vraies solutions d'avenir. Nous présenterons des propositions précises dans les prochaines semaines dans le cadre du débat sur le « Livre blanc de la sécurité intérieure ».

Privatisation masquée de l'école



Les assauts menés par le secteur privé sur l'école de la République prennent différentes formes, mais ont la particularité de devenir de plus en plus lisibles.

Alors que pendant des années, ces manoeuvres s'opéraient à l'extérieur des enceintes scolaires et en-dehors des horaires cours de soutien, la multiplication des « dispositifs » mis en place -contre

l'échec scolaire, pour le développement du numérique, a ouvert la porte de l'Éducation Nationale à des partenaires désireux d'en tirer profit.

Cette « ouverture », très tolérante envers le monde de l'entreprise, aura laissé la voie à des actions empreintes de l'idéologie libérale. C'est ainsi que sont proposés des dispositifs de « mini-entreprises » afin de familiariser les collégiens avec les principes de la création d'entreprises, que des banquiers sont invités à parler de leur métier ou à faire une visite de leur « entreprise » comme on irait voir une ferme.

Il y aurait à dire sur le principe des stages en entreprise, sur le co-financement public-privé de certains établissements, sur les ateliers informatiques organisés par Microsoft...

La premier confinement, en faisant basculer l'enseignement vers le distanciel, a montré les limites de l'Education Nationale qui a préféré fermer les écoles plutôt que de mettre en place des locaux transitoires adaptés. Aveu d'échec qui donne à réfléchir. D'ailleurs, ceux qui veulent se repaître de la bête ne s'en privent pas.

Récemment, le dispositif Sport Santé Culture Civisme (2S2C) mis en place par Jean-Michel Blanquer en mai, a préfiguré ce qui pourrait être l'école de demain: une école qui déléguerait un certain nombre de missions à des partenaires associatifs ou commerciaux (la notion de « tiers secteur », d'ailleurs est assez floue et recouvre à la fois l'association de bénévoles du quartier et de grandes banques mutualistes). Le rôle de l'enseignant se réduirait à quelques matières considérées comme fondamentales et le choix des prestataires reviendrait aux collectivités locales. L'idée d'égalité qui est au fondement même de l'école pour tous deviendrait obsolète.

Heureusement, les expériences pour le moment tentées ont montré leur vacuité. Nous n'en avons pas fini avec l'école, ni avec ses enseignants.

Loi sur le séparatisme : laïcité en danger

Alors que se discute la « loi sur le séparatisme », rebaptisée « loi de renforcement de la laïcité et des principes républicains », le député communiste Pierre Dharrévillat réaffirme, dans un rapport au CEN, les principes sur lesquels repose la laïcité. En voici de larges extraits :



[...] Notre parti n'est pas sans histoire ni sans réflexion sur la laïcité. On pourrait remonter assez loin pour décrire la construction de ce combat au fil du temps, inscrit dans des idéaux d'égalité et une démarche de rassemblement de tous ceux et celles qui y ont intérêt pour gagner leur émancipation face aux dominations [...]

En 2004, Marie-George Buffet était auditionnée par la commission Stasi, et elle affirmait à l'endroit de la laïcité: « Elle est pour nous le principe social et politique qui permet à notre peuple la cohésion dans la pluralité. Elle découle directement de l'affirmation fondamentale des droits universels de l'être humain. Ces droits ne sont pas liés à l'appartenance à tel ou tel groupe social, ils ne sont pas non plus liés à telle ou telle opinion, qu'elle soit politique ou religieuse. Ces droits sont assortis de façon inaliénable à la condition d'être humain. Cela suppose donc la liberté d'opinion et de pensée, la liberté religieuse. » [...]

La laïcité fait donc de la République un espace accueillant toutes les représentations du monde, dès lors qu'elles ne contestent pas son principe. Son affirmation est indissociable dans notre histoire de la lutte pour la République. [...] Nous voulons toute la République, nous voulons la République pour toutes et pour tous, par toutes et par tous. Voilà en quoi, profondément, nous sommes laïques. Nous devons affirmer cet attachement à la République, mais aussi une critique tranchante de son état de délabrement et de l'écart qui se creuse entre la promesse et le réel. Dire nous voulons la République, c'est dire que nous voulons la défendre. C'est dire que la laïcité s'inscrit pour nous dans un mouvement populaire profond qui n'a pas

de frontières. **Cela ne revient pas à vouloir ni défendre nos soi-disant « modes de vies », mais nos libertés fondamentales qui devraient être celles de tout être humain, ni à vouloir exporter quelque modèle que ce soit, ni imposer une façon de penser...** Mais dans cette mondialité, les sociétés sont de plus en plus plurielles. [...] Il s'agit donc de produire un effort anthropologique, donc culturel et donc politique, pour sortir de l'ornière de l'affrontement identitaire. Rassembler, rencontrer, partager entrechoquer nos imaginaires et nos visions du monde, faire du commun. Et, à l'heure de la marchandisation de tout et de la privatisation du monde, cela nous amène à porter la perspective que nous nommons communisme, qui ne se résume pas à la propriété des moyens de production et d'échange ou au partage des richesses matérielles mais dit un projet libérateur d'épanouissement. [...]

Nous appelons à une grande réaction citoyenne du quotidien. Mais cette réaction ne sera possible que si la République est là, que si elle rend les services qu'on est en droit d'attendre d'elle, que si elle accompagne celles et ceux qui sont fragilisés, que si elle n'éteint pas les libertés. [...]

Le Black Friday, cette supercherie....

Alors que la pandémie provoque ses dégâts sanitaires et sociaux, tout le mois de novembre, nos antennes radios, nos écrans de télévision et d'ordinateurs se sont trouvées saturées d'images et de musiquettes annonçant le désormais célèbre « Black Friday ».

Cette journée commerciale venue d'Outre Atlantique semble redonner vie à des consommateurs compulsifs, qui, pris de frénésie, guérissent le mal qui les taraude par l'achat de produits à prix cassés qu'ils n'auront peut-être jamais l'occasion d'utiliser. L'important étant de faire une belle affaire. Pourtant, une étude démontre que le Black Friday c'est 2 % de réduction en moyenne. **Nous sommes bien loin des chiffres de 50 ou 70 % annoncés par les mastodontes du commerce électronique** qui eux s'en mettent plein les poches. La supercherie est telle que cette année le « vendredi noir » a duré 3 voire 4 jours. Au fait, les soldes commencent quand ?



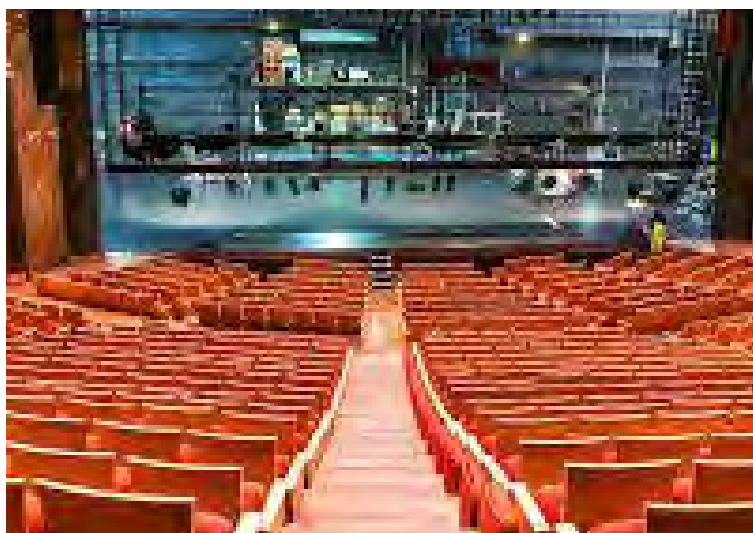
En Loire-Atlantique

4

L'après COVID pour la culture

La distanciation sociale qui a été la règle cette année, à plus forte raison pendant les périodes de confinement, a pesé sur notre rapport à l'autre, sur ce qui fait civilisation. Mais la crise du covid, en entraînant la fermeture des commerces de proximité dits « non essentiels », des restaurants, des bars, n'a pas seulement porté un coup aux échanges entre les être humains, elle a durement fragilisé les secteurs concernés.

Il y a bien eu la mise en place de systèmes de « clic et collecte » (vu aussi « clic et cueillette »), de plateformes mutualisées de retrait de marchandises, de ventes de repas à emporter. **Cependant, ces solutions alternatives ne remplaceront jamais la soirée au restaurant ou les échanges avec des libraires.**



Et il y a tous les acteurs culturels au sens large, empêchés de travailler, de pratiquer ce qui est leur raison d'être et dont nous avons tant besoin. Empêchés de travailler mais pas de réfléchir, les rencontres (en visioconférences) se sont multipliées ces derniers mois, afin de penser « l'après ».

Fin novembre, le collectif Culture Bar-Bars qui organise chaque année un festival musical dans toute la France, a lancé les « États généraux du droit à la fête ». Les échanges qui ont eu lieu donneront lieu à un livre blanc remis au Président de l'Assemblée Nationale, ainsi qu'aux maires et à tous les élus des territoires. Début octobre, 1600 structures culturelles lançaient un « appel

L'appel des indépendants

engagé au présent et acteurs de l'avenir.



ENSEMBLE POUR UN NOUVEAU CONTRAT CULTUREL ET SOCIAL

L'Appel des indépendants, ce sont 1600 structures culturelles et médias indépendants originaires de toute la France, de tous les territoires, et représentants de tous les secteurs culturels.

Nous travaillons ensemble depuis mars 2020 pour dessiner, au-delà de la crise sanitaire, un avenir culturel commun en phase avec les priorités et urgences de notre temps : la reconquête démocratique, la résorption des fractures sociales et territoriales, l'affirmation du rôle de la jeunesse.

Nous sommes des actrices et acteurs aujourd'hui mobilisés pour faire bouger les lignes, pour accompagner les politiques dans leurs missions, pour défendre une culture ouverte, ancrée dans son époque, sur diverses échelles de territoires, gage de liberté d'expression et de diversité.



des indépendants » afin de « dessiner, au-delà de la crise sanitaire, un avenir culturel commun en phase avec les priorités et urgences de notre temps : la reconquête démocratique, la résorption des fractures sociales et territoriales, l'affirmation du rôle de la jeunesse. » De cet appel est né un « Manifeste des structures culturelles et des médias indépendants », pointant les faiblesses du secteur, notamment quant aux inégalités engendrées par les politiques mises en place et offrant des pistes afin de « réinventer un horizon collectivement ». Ce manifeste met l'accent sur quelques priorités : la reconquête démocratique, la résorption des fractures sociales et territoriales, l'affirmation du rôle de la jeunesse et l'écologie.

MAN-ES paye les dividendes et envoie la facture aux travailleurs

MAN-énergie solutions est une entreprise nazairienne, spécialiste des moteurs pour bateaux, des générateurs électriques et qui emploie en France plus de 600 salariés à Saint-Nazaire et à Puteaux, dans les Hauts-de-Seine. La crise économique et sociale a été le prétexte pour un des leaders mondiaux de la filière, de licencier.



Pourtant, MAN-ES enregistre d'excellentes performances économiques et techniques, en particulier grâce au parc de moteurs Pielstick ! **Le savoir-faire, les compétences et les qualifications professionnelles des salariés ont fait leurs preuves.** Ce potentiel important et son environnement industriel, sur le port, ont permis de faire évoluer des essais moteurs en démonstrateur

En France, 76 postes ont déjà été supprimés, l'objectif de la direction est clair : réduire les coûts et restructurer. C'est pourquoi 160 salariés ont été mis en chômage partiel et perçoivent 80% de leurs salaires au titre de l'activité partielle payée par l'Etat. Malgré les annonces pessimistes du patronat, la filière ne va pas si mal estiment les organisations syndicales comme la CGT. D'ailleurs **10 millions d'euros ont été versés aux actionnaires en pleine crise de la covid 19.** Les emplois détruits sont donc bien des licenciements boursiers et la financiarisation de l'entreprise menace le site de Saint Nazaire.

de centrale électrique hybride capable d'envoyer sur le réseau national du courant stabilisé provenant de différentes sources d'énergie dont certaines sont fluctuantes (éolien, solaire, hydrogène, thermique). C'est-à-dire de promouvoir des solutions « vertes » de production, stockage et distribution d'énergie.

L'évolution de cet outil industriel pourrait accélérer et développer des productions de moteurs gaz plus propres pour tendre vers le 100% d'hydrogène. **Malheureusement, dans le système capitaliste, les dividendes passent avant les salariés, l'emploi et l'environnement !**

TOTAL met à l'arrêt la raffinerie de Donges

Fin novembre, la direction de la raffinerie a annoncé l'arrêt de la production pour plusieurs mois. En cause, le coronavirus, la baisse de la consommation de carburant et les stocks importants. Dès lors, l'intersyndicale CGT-CFDT déclenchait la grève et de nombreux salariés TOTAL ainsi que des salariés sous-traitants cessaient le travail pour empêcher la mise en chômage partiel et obtenir des garanties sur l'emploi.

Le 1er décembre, la direction répondait aux revendications en abandonnant l'idée de chômage partiel et en promettant aux salariés de TOTAL des investissements et des travaux pour la durée de l'arrêt de la production. En ce qui concerne les sous-traitants, la situation est bien plus compliquée. Leurs organisations syndicales craignent le chômage partiel et une vague de licenciements. Le très rentable donneur d'ordre viendra-t-il à leur secours ?



Manifestation pour le peuple sahraoui



Les associations et ONG de la diaspora sahraouie de la région ainsi que celles solidaires avec le Peuple Sahraoui, en manifestation samedi 12 décembre de 14h00 à 16h00 devant le Ministère des affaires étrangères, rue de la Maison Blanche à Nantes pour exprimer leur soutien au Peuple Sahraoui, suite à l'attaque menée par les soldats marocains contre les manifestants civils devant la brèche illégale d'Elguergarat et pour dénoncer la violation du cessez-le-feu, par le Maroc au vu et au vu de la mission des Nations Unies « MINURSO » en place.

Alors que la loi du plus fort s'impose partout nourrissant les violences, les frustrations, les souffrances et les ressentiments, le gouvernement de la France serait bien inspiré de mettre un terme à cette escalade dangereuse et d'agir afin que se tienne le référendum d'autodétermination prévu par l'ONU. Il n'y a pas d'autres voies pour la paix.

Le Parti communiste français (PCF) exprime sa totale solidarité avec le Front Polisario, représentant du peuple sahraoui, qui ne cesse d'agir pour la démocratie, le respect du droit et la paix.

Pas de profit sur la pandémie !

Le PCF lance une pétition européenne en faveur de l'accessibilité gratuite pour tous d'un vaccin ou un traitement contre le Covid-19. La campagne est une collaboration unique entre plus de dix partis de gauche de toute l'Europe et le groupe de la Gauche unitaire européenne (GUE/NGL) au Parlement européen.

Pour gagner contre cette pandémie, il est vital qu'un vaccin ou un médicament soit librement accessible à tous. C'est une question de justice et un enjeu fondamental pour la santé publique. Le vaccin contre la polio est entré sur le marché international libre de brevet et la maladie a été éradiquée dans de nombreuses régions du monde. **Nous ne pouvons pas permettre que l'industrie pharmaceutique fasse du profit sur cette pandémie.**

Pour signer : <https://noprofitonpandemic.eu/fr/>



Dans nos collectivités

5

Secours Populaire : forte augmentation de la pauvreté

Alors qu'un certain nombre de structures à caractère social fermaient en mars, touchées par les mesures sanitaires, le Secours Populaire a maintenu son activité sans interruption dans ses locaux, mais aussi sur les places, les parkings et a permis à un grand nombre de personnes, de familles en situation de précarité de tenir le coup.



Danielle Alexandre, Secrétaire générale de Loire-Atlantique du Secours Populaire, a pu relever un certain nombre de faits nouveaux, notamment l'arrivée nombreuse d'étudiants dans le besoin, de travailleurs précaires subitement sans ressources ou encore de femmes seules avec enfants, privées d'une pension alimentaire que le père n'est plus en mesure de procurer.

Avec le confinement de novembre, le nombre de personnes accompagnées a très fortement progressé et il a fallu s'organiser, préparer des colis d'urgences préparés à l'avance. Sur les 55 derniers jours et pour l'ensemble des antennes de Loire-Atlantique, 180 000 repas ont été distribués, concernant 15 000 personnes. Cela représente 50 tonnes d'alimentation...

Spontanément ou en réponse aux appels, la ville, le département, la région et l'Etat ont su répondre financièrement. Mais il est à noter surtout un très grand mouvement de solidarité de la part des particuliers, voire de certaines entreprises. Cette solidarité s'est aussi manifestée par un afflux de bénévoles, étudiants, personnes mises au chômage ou encore jeunes migrants, aidés en arrivant dans le département et désireux d'aider à leur tour.

Jo Patron témoigne



Voilà déjà 19 ans que je suis bénévole au Secours Populaire à Trignac. **Le but est d'essayer d'accueillir, d'écouter, d'aider les personnes qui viennent « chercher secours ».** Souvent, j'ai pensé que dans notre société très riche par rapport à tant d'autres pays, la pauvreté allait diminuer et permettre à tous de mieux vivre sans avoir besoin de quémander et de faire appel aux services sociaux, à une Association Solidaire comme le Secours Populaire.

Il n'en est rien. Chaque semaine, assistantes sociales ou CCAS de la commune font appel pour un colis d'urgence en faveur d'une famille ou d'une personne qui n'a rien à manger, en attente de respect, de dignité !

Et le nombre de ceux qu'on appelle « bénéficiaires » au Secours Populaire ne cesse d'augmenter au lieu de diminuer. ! Certains nous ont quittés suite à un nouveau travail ou changement de situation, et certains sont même devenus « bénévoles », ce qui est toujours cause de joie et d'espoir. Malheureusement aujourd'hui, la majorité n'a plus d'espoir, plus de perspective de s'en sortir, plus confiance en tous ceux qui ont fait tant de promesses non tenues.

A quoi bon, alors, tous ces milliards d'euros distribués aux riches depuis des mois, sans retombées sur les « pauvres », sans contrôle de leur utilisation ? Chômeurs et précaires sont en augmentation effrayante et la COVID 19 sert trop souvent de prétexte...

Au lieu d'être au service de l'argent pour l'argent, un bon gouvernement ne devrait-il pas mettre en application la devise du Secours Populaire : « Tout ce qui est humain est nôtre » ? Il n'y aurait plus de pauvres et c'est possible.

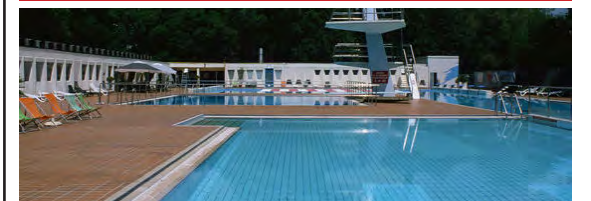
Visoconférence : La jeunesse en débats

La cellule Guy-Mocquet de la section de Nantes du PCF organise un débat en visioconférence sur le thème de la jeunesse face à la crise.

Mercredi 16 décembre à 18h30

Pour assister au débat, contacter la section à pcf-nantes@wanadoo.fr.

Piscine des Dervallières



Le conseil municipal de Nantes du 4 décembre a approuvé la **construction d'un bassin couvert à la piscine des Dervallières**, permettant aux usagers de s'y rendre toute l'année.

Extrait de l'intervention de Robin Salecroix :

« C'est donc avec un intérêt soutenu que nous suivons la mise en place du programme de réhabilitations et de créations décliné pendant la campagne électorale et approuvons sans réserve les délibérations relatives aux équipements sportifs. En plein quartier des Dervallières, l'offre nautique se trouvera multipliée, tant par l'ouverture sur l'année que permettra le nouveau bassin couvert que par la réhabilitation de la piscine Durantière. Je tiens à souligner le fait que l'ajout d'un bassin couvert à la piscine des Dervallières est une revendication de longue date des élus du Parti communiste, notamment d'Henri Moysan. Je salue donc au nom des camarades de la cellule Joliot-Curie qui ont porté cette demande l'aboutissement de leur démarche. »

Sport : où en sont les Clubs ?



NLA a rencontré Jean-Jacques Moreau, ancien président du comité départemental d'athlétisme (1998-2020), élu (PCF) à la ville de Nantes (2002-2020) :

NLA : Alors que la deuxième vague de coronavirus n'est pas encore terminée, quelle est la situation des clubs et associations sportifs en Loire-Atlantique ?

J-J. M. : Toutes les épreuves de course amateur et loisir, qu'elles soient en intérieur ou extérieur ont été suspendues depuis le 8 mars, entraînant une perte de revenus pour les clubs en termes de subventions et de ressources. Les entraînements ont également été mis à l'arrêt mettant de fait les encadrants professionnels au chômage technique. On constate aussi une chute de 80 % des reprises de licences sportives qui entraîneront des difficultés financières pour l'avenir des clubs.

NLA : Quels sont les restrictions imposées par le confinement sur l'accès au sport ?

J-J. M. : Je prends l'exemple de l'athlétisme que je connais bien : c'est un sport de masse qui a la particularité d'avoir des activités différenciées en fonction des disciplines et des saisons. Aujourd'hui on peut parler de saison blanche pour les épreuves sur piste

et sur route et la saison d'hiver est sérieusement comprise. En revanche les entraînements dans les catégories junior ont pu reprendre.

NLA : Quels effets et surtout quels risques cette mise à l'arrêt a-t-elle sur la population ?
J-J. M. : Il y a un risque de sédentarisation et de report sur des pratiques individuelles du sport. Ceci aura des conséquences sur la socialisation - dont le sport est un vecteur - mais également sur la santé des populations à terme. Les jeunes catégories sont particulièrement impactées car un jeune sportif ne redouble pas une année : c'est une saison blanche dans son développement sportif.

De plus, il risque d'y avoir une véritable crise de l'encadrement. En effet, les clubs amateurs reposent en grande partie sur des bénévoles qui sont bien souvent âgés ou retraités et qui sont indispensables à l'organisation de manifestations sportives.

NLA : Quels sont les leviers que les pouvoirs publics, et notamment les collectivités territoriales, peuvent mobiliser pour venir en aide au monde du sport amateur ?

J-J. M. : Certains équipements recevant du public peuvent être réouverts dans toutes les collectivités sous réserve de l'application d'un protocole sanitaire. Il est essentiel que les pouvoirs publics soutiennent financièrement les acteurs du monde sportif en maintenant le versement des subventions et les aides à la professionnalisation de l'encadrement. Mais plus encore, les collectivités doivent accompagner financièrement, techniquement et logistiquement les organisateurs d'événements notamment pour ceux qui auront lieu sur la voie publique. Ces événements devront intégrer des fortes contraintes sanitaires alors même qu'elles doivent déjà gérer les conséquences du plan Vigipirate. C'est une situation financière ingérable pour les clubs et associations.

Mieux vaut en rire...

Après avoir présidé sous Nicolas Sarkozy la Commission pour la libération de la croissance française, dite commission Attali, le susnommé a dirigé la Commission pour l'économie positive, mise en place sous l'impulsion de François Hollande.

Organisé par Le Monde, le «Global Positive Forum» a permis à cette commission de donner récemment toute sa mesure, alignant des poncifs comme on déposerait le brevet du fil à couper le beurre. La découverte de vérités qu'elle devait être la seule à ne pas connaître est confondant et on y apprend qu'il faut «lutter contre la pauvreté par le biais de l'éducation, investir massivement dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des énergies propres, pour une reprise économique plus durable». Il y a parfois des mesures inquiétantes, avec par exemple la création d'un Haut Conseil de la résilience, dans l'idée d'une gouvernance mondiale, dont il ne nous est pas dit s'il serait démocratiquement élu ou simplement auto-investi, avec Jacques Attali en Conseiller Suprême.

D'autres fois, des postulats prêtent à sourire, comme celui de l'«altruisme intéressé» qui veut que «chacun a intérêt au bonheur de l'autre», «l'intérêt du patron résidant dans le bonheur de ses salariés et de ses clients»... Ah bon?

Culture, idées, sciences

6

A Lire

Libres comme l'art : 100 ans d'histoire entre les artistes et le PCF / Josette-Yolande Rasle, Renaud Faroux - Editions de l'Atelier / 36,90€

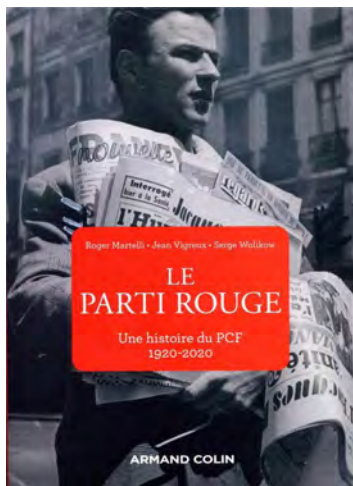


En cent ans d'existence, le PCF a entretenu des liens étroits avec les avant-gardes artistiques et culturelles. Si certains peintres sont bien connus pour leur engagement avec le parti, tels Pablo Picasso ou Fernand Léger, d'autres, comme Giacometti, Henri Matisse, André Masson... ont aussi cultivé des relations avec

lui, qu'ils aient été militants, sympathisants ou observateurs critiques. En témoignent les formidables collections d'œuvres offertes au parti et déposées depuis dans divers musées.

Avec plus de 150 œuvres rassemblées, cet ouvrage présente un parcours totalement inédit et incarne un message toujours actuel : d'un siècle à l'autre, l'art nous change et change le monde.

Le Parti rouge : une histoire du PCF : 1920-2020 / Roger Martelli, Jean Vigreux, Serge Wolikow - Armand Colin / 24,90€



Le Parti communiste est né il y a cent ans. Selon les avis et les moments, on y a vu le parti de Moscou, des fusillés, de la classe ouvrière, de l'union de la gauche, le parti de l'étranger ou celui de la nation. Il a été clandestin,

au gouvernement, dans les mairies, dans les usines ou dans la rue.

Certains l'ont jugé trop révolutionnaire, d'autres pas assez. Il a attiré beaucoup et repoussé tout autant. Après la chute de l'URSS, il a voulu rester un parti communiste, mais il n'a plus la place qui a été la sienne. Ce livre entend fournir des clés pour comprendre, en s'appuyant sur la masse des archives désormais disponibles. Il est donc un récit ordonné d'une aventure qui ne manque ni de complexité ni de mystère.

Les livres sur le centenaire sont disponibles à la fédération.

Nouvelle étape dans le programme spatial chinois

En pleine pandémie mondiale, lundi 23 novembre la Chine est partie décrocher quelques pierres de Lune. Une surpuissante fusée Longue Marche 5 s'est envolée, pour mettre sur orbite un vaisseau complexe de plus de 8 tonnes. Objectif : ramener des échantillons vers la terre aux alentours de mi-décembre.

Une étape pour la Chine et pour l'humanité.

Cela fait plus de quarante ans que ce n'était pas arrivé. Le dernier retour d'échantillon lunaire remonte à 1976 lorsque la sonde soviétique Luna 24 avait récolté 170 grammes. Aujourd'hui, le site d'alunissage est une plaine volcanique située dans l'hémisphère nord, non visitée auparavant. L'objectif est de forer à 2 m de profondeur et de ramener entre 2 et 4 kgs d'échantillons. Ce site est supposé avoir entre 1,2 et 1,9 milliard d'années, ce qui est moins que les zones échantillonnées jusque là (par les russes et les missions Apollo), vieilles de plus de 3 milliards d'années. Une fois la collecte terminée un module de remontée décollera pour aller à la rencontre de l'orbiteur resté en altitude.

La Lune plus que Mars ?

La Chine a massivement investi au cours de la dernière décennie pour rattraper son retard. De manière lente mais méthodique, elle progresse dans son programme Chang'e d'exploration lunaire. Avec l'objectif de préparer l'envoi d'un



taïkonaute (astronaute chinois) survoler la Lune en 2024 et alunir à partir de 2030, mais cela pourrait aller plus vite. La possibilité d'un échec est envisagée, comme à chaque fois, toutes les sondes sont construites en double, avec un remplacement prêt à prendre le relais en cas de problème.

A l'heure ou nous mettons sous presse..

Jusqu' alors c'est un sans faute. La foreuse a récupéré 12 pelletées de sol lunaire pour finir par remplir un container.

L'ensemble a pris environ 19 heures. Le 3 décembre, la partie supérieure de l'atterrisseur de 500 kgs a redécollé pour se placer en orbite et s'amarrer au module en attente en orbite lunaire.

La coopération mieux que l'appropriation.

Pour les chercheurs du monde entier, Change'5 est une chance réelle de faire avancer les connaissances sur la géologie de notre satellite. Il est prévu

que les échantillons soient partagés. A contrario, avant la fin de son mandat, Trump a déclaré que dorénavant, les échantillons trouvés par les prochaines explorations spatiales américaines resteront la propriété exclusive de leurs découvreurs (NASA et entreprises privées).

Rendez-vous mercredi matin 16... Les infos en parleront peut-être...

La société du sans-contact est-elle inéluctable ?

Dans son dernier essai « **la société du sans-contact** »(*), le journaliste François Salties chroniqueur quotidien à 20 h dans 28' sur Arte, propose un cas d'école : « Si les passagers du Titanic avaient eu des smartphones, combien aurait cédé à la tentation de se photographier devant l'orchestre héroïque qui a continué de jouer au moment du naufrage » ?

Dans une analyse détaillée de notre société numérisée et ultraconnectée : le virtuel s'insinue un peu plus chaque jour et selon un rythme accéléré avec les périodes de confinement.

Désormais « la vraie vie » est de plus en plus médiatisée au travers d'un écran : Le travail s'exécute à distance, l'amour se filtre sous algorithmes, et notre intimité se travestit sur les réseaux sociaux. Sous l'emprise d'une connexion permanente, nous nous éloignons paradoxalement les uns des autres. **Les humains ont tendance à moins se regarder, se toucher et s'embrasser. Une société où l'hyperconnexion suscite paradoxalement un sentiment de solitude, où la relation physique, charnelle, est remplacée par les mirages du virtuel. Nous sommes « seuls ensemble ».**

L'internaute isolé de ses pairs en est réduit à ses pulsions... au travers des réseaux sociaux et de la dictature du



like : « liker ceux qui nous likent ». Après tout à chacun(e) le **choix de ses aliénations.**

Mais aujourd'hui plus personne ne peut ignorer la puissance de surveillance qu'offrent nos données au Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft et Natu pour Netflix, Airbnb, Tesla, Uber)... entreprises transnationales... ou à la NSA américaine... la DGSi française.

« Les Etats souverains se trouvent désormais doublés par les grands acteurs des hautes technologies qui prétendent assumer ses fonctions à sa place (santé/éducation/défense/Renseignement/culture...) »

Le monde futur est pour l'instant élaboré par des hommes blancs (majoritairement américains) obsédés par leur vieillissement, qui cherchent à travers des quartiers préemptés, les océans ou la conquête spatiale (... vers Mars !), à s'offrir une terre d'accueil afin de poursuivre leur quête d'immortalité, le tout dans une nouvelle civilisation à tendance libertarienne (qui se passerait de l'Etat, de l'école et du vote...).

Il ne tient qu'à nous de refuser d'être sur la photo et d'avoir le déclic intime et collectif pour organiser la résistance et imaginer ensemble une autre perspective...

« **Marche en regardant devant toi, l'horizon du ciel et ceux qui viennent à ta rencontre...** »

« **Marche en regardant devant toi, l'horizon du ciel et ceux qui viennent à ta rencontre...** »

(*) Flammarion septembre 2020 18 euros.

L'avenir commence à Tours

Né de la boucherie de la 1^{re} guerre mondiale, c'est du 25 au 30 décembre 1920 que le congrès de Tours de la SFIO socialiste décide l'adhésion à la nouvelle internationale communiste devenant ainsi la SFIC communiste. Une adhésion majoritaire par 3252 mandats contre 387. **C'est de l'opposition à la guerre et de l'incapacité de la 2^e Internationale, de la SFIO (créé en 1905 et rassemblant les courants du socialisme) à s'y opposer en 1914 que le Parti communiste se crée.** Les événements révolutionnaires en Russie (1917) montrent une nouvelle perspective, en particulier l'Octobre bolchevik. Le contexte d'importantes luttes sociales en France pendant l'année 1919 – journée de huit heures revendiquée par la CGT – et la question du parlementarisme réformiste jouent leurs rôles. Pour les militants de ce temps il faut impulser une nouvelle voie vraiment révolutionnaire qui rompt avec les conceptions en cours.



Les 100 ans du PCF

7

A vos agendas

TABLE RONDE « Congrès de Tours—100 ans d'avenir (1920—2020) »
Animée par Jean-Yves MARTIN, agrégé d'Histoire-Géographie

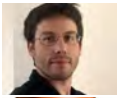
**JEUDI 11 FEVRIER 2021
À 18 H**

**Salle de conférence—Manufacture des Tabacs
(10 bis boulevard de Stalingrad—NANTES)**

Avec la participation de :



Roger MARTELLI, Historien, Fondation Gabriel Péri



Julian MISCHI, Sociologue, chercheur Agro-Sup, INRA



Guillaume ROUBAUD -QUASHIE, Historien, Centre d'Histoire Sociale (Paris 1)

Appel à candidature



Dans le cadre de la numérisation des anciens numéros des Nouvelles de Loire-Atlantique, nous recherchons un ou deux volontaires pour écrire des résumés années par années.

C'est l'occasion de se replonger dans l'histoire et l'actualité du Parti communiste de Loire-Atlantique. Merci de contacter Clément : crcfr10@gmail.com

Témoignage : Michèle Picaud



Mon enfance s'est passée à Herbins quartier de Saint-Nazaire, dans les logements provisoires d'après guerre, nous étions « les gens des baraques » ; que des familles nombreuses, où se nouait une grande solidarité.

Une enfance joyeuse, sereine ; la rue était notre terrain de jeux, entre les camionnettes des marchands ambulants, la salle de bain c'était le baquet. Mais, aînée de 5 enfants à l'époque, j'avais l'eau propre. Seul mon père travaillait. La cellule du quartier veillait à l'entraide pour le charbon, les denrées ou les vêtements, nos parents nous protégeaient. Toutes les femmes de la cité, s'occupaient des enfants, du ménage, faisaient bouillir la marmite. Moi, je voulais être comme mon père : responsable syndical.

Puis un 6^{ème} enfant est né, alors on se retrouve perchés et isolés dans une HLM. Les filles ne devaient pas sortir, et le rôle attribué aux femmes, m'insurgent. Très vite je rencontre Frédéric et Marthe Gallet, instituteurs, militants au Secours populaire, une grande complicité s'établit. Malgré notre grande famille nous partageons nos étés avec des enfants accueillis par le Secours populaire, c'était super.

A 13 ans, avec eux je fais du porte à porte, pour les anciens, avec mon urne en fer blanc pour « la journée des vieillards ». Je découvre la précarité. A 18 ans je pars faire mes études de psychiatrie à Blain, pour y être infirmière. Stagiaire, j'adhère à la CGT, malgré toutes les mises en garde.

En 1971, j'adhère au PCF et à l'Union des Femmes Françaises, une histoire dans ma vie personnelle, la rencontre avec des femmes nées du mouvement de la Résistance. **Très jeune je savais que je serai celle qui choisit sa vie.**

En 1977, j'intègre la liste municipale de Jean-Louis Le Corre maire de Trignac après Mme Bihan 1^{ère} maire communiste du 44. Pendant cinq mandats, j'ai vécu une gestion à direction communiste, avec un parti proche des gens, où jamais une expulsion locative n'a été acceptée ; le travail avec les familles, le lien fort avec les institutions.

Revendiquant la création de la MAEPA [Maison d'accueil évolutive pour personnes âgées] Camille Claudel, nous avons réuni 2.500 signatures en un week-end, puis obtenu, avec nos anciens en bus, leur maison de retraite chez le sous-préfet. Aussitôt suivi de la lutte de soutien avec le personnel de Babou contre les licenciements.

Membre du bureau fédéral, puis du conseil national, où le cercle des valeurs s'élargit et reconforte, en 1998, je suis élue conseillère régionale PCF des Pays de la Loire pendant 2 mandats, sous Fillon puis Auxiette. J'ai toujours milité dans un mouvement féministe, contre les violences et toutes sortes de discriminations, trouvant le parti trop frileux sur la contraception, l'IVG.

En 1985 je deviens secrétaire départementale de l'Union des femmes françaises, et, en 15 ans, j'ai eu la chance de rencontrer des femmes extraordinaires : Yvonne Dumont, Marie-Claude Vaillant Couturier, Marcelle Huisman, Jeannette Dewerder et mon amie de toujours Jocelyne Lelay, de participer au congrès de la Fédération démocratique internationale des femmes, et d'autres rencontres internationales : nous étions 40.000 à Pékin à la conférence mondiale. J'ai pu aussi assister au procès de femmes-courage telle Leyla Zana, députée Kurde en Turquie.

J'ai rencontré aussi Dulcie September, grande dame de l'ANC, reçue à Trignac pour son dernier débat public avant son sauvage assassinat à Paris. Ma rencontre avec le parti m'a ouvert de nombreux horizons, la fraternité, le partage, le débat. Faire de la politique, c'est partir de ses propres préoccupations et envisager avec d'autres des solutions, en privilégiant l'intérêt général.

Dans le NLA numéro 676 du 8 octobre 1998 : LES AMIS DU MUSÉE DE LA RÉSISTANCE

LES AMIS DU MUSÉE DE LA RÉSISTANCE

L'Association des Amis du Musée de la Résistance est née en mai 1998. Elle va permettre l'ouverture d'un Musée de la Résistance dans les lieux mêmes où furent fusillés les 27 résistants et patriotes ; dans la ferme à l'entrée de la Carrière.

A cette occasion, Maurice Nilès, Président de l'Amicale a accordé une interview à la revue « Notre Musée » éditée par le Musée National de la Résistance que nous publions.

L'Association des Amis du musée de la Résistance est née en mai 1998. Elle va permettre l'ouverture d'un musée de la Résistance les lieux mêmes où furent fusillés les 27 résistants et patriotes ; à l'entrée de la Carrière. A cette occasion, Maurice Nilès, Président de l'Amicale a accordé une interview à la revue « Notre Musée » éditée par le Musée National de la Résistance que nous publions.

Pouvez-vous présenter en quelques mots l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé ?

Notre Amicale a été créée en septembre 1945. Elle regroupe les familles de fusillés, les survivants des camps de Châteaubriant, d'Aincourt, de Voves et de Rouillé.

Nous formons ainsi une grande famille. Vos lecteurs connaissent les faits qui se sont déroulés à Châteaubriant le 22 octobre 1941 où 27 résistants patriotes otages du camp de Choisel furent fusillés par les nazis. C'est devenu un véritable symbole car le sacrifice de nos camarades loin de favoriser la terreur comme le pensaient les bourreaux, galvanisa la résistance à l'occupant et aux traîtres de Vichy. C'est avec la volonté de poursuivre leur combat et de tout faire pour la libération de notre pays que les internés qui purent s'évader des camps reprirent le chemin de la lutte armée contre l'occupant nazi. Depuis la Libération, chaque année, notre Amicale organise un rassemblement du souvenir il aura lieu cette année le 18 octobre - auquel participent des milliers de personnes unies pour rendre hommage à tous ceux de la Résistance Française. Nous organisons également des cérémonies du souvenir à Voves en Eure-et-Loire et Rouillé dans la Vienne qui connaissent une participation importante.

Pourquoi un musée à Châteaubriant ?

Notre objectif est de faire vivre notre devoir de mémoire. Les témoins, les survivants de cette époque doivent devenir des passeurs de mémoire envers les jeunes générations afin de les aider par la connaissance du passé à mieux maîtriser leur avenir. C'est bien sûr pour répondre à cet objectif que nous avons pensé créer un musée dans ce haut lieu de la Résistance Française. Dans la Carrière des Fusillés, il y a déjà des panneaux d'exposition et les stèles rappellent qui étaient les martyrs. Il nous a

semblé utile de faire plus encore en portant à la connaissance des visiteurs d'autres éléments sur cette période, le contexte général, sur les fusillés, sur la résistance dans cette région. Grâce au legs d'une ancienne internée du camp de Choisel, nous avons pu acquérir le bâtiment de la ferme et notre Amicale est maintenant propriétaire de l'ensemble du site qui est classé. C'est dans les locaux de la ferme que nous voulons installer ce musée.

Pour quelles raisons avez-vous créé une association des Amis du Musée de la Résistance ?

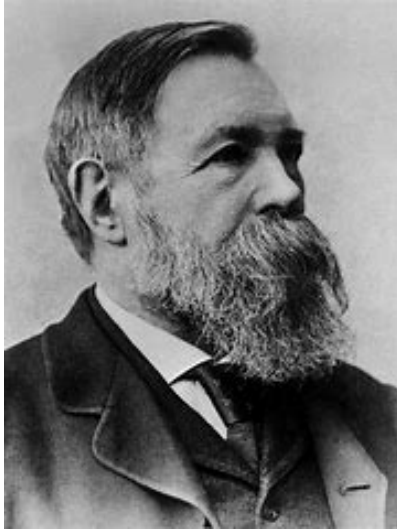
Nous connaissons le travail remarquable réalisé par le Musée de la Résistance, ses expositions, ses travaux de recherche, ses publications. Nous avons eu connaissance des expériences de coopération qui ont eu lieu dans d'autres lieux. Elles nous ont conduits à réfléchir à la meilleure façon de mener à bien notre projet. Des contacts ont été pris avec la Direction du Musée de la Résistance qui nous a proposé cette forme de coopération. Je suis persuadé qu'avec cette association que nous venons de créer, nous pourrions concourir à enrichir et à promouvoir le rayonnement du Musée National de la Résistance en contribuant dans la mesure de nos moyens à faire vivre la mémoire de la Résistance dans cette région des Pays de Loire et de Bretagne. Ainsi, nous serons fidèles à la mémoire de nos camarades et à celle de tous ceux de la Résistance qui sont tombés pour la paix, la liberté et le progrès social.



**MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE**

Bicentenaire de la naissance de Friedrich Engels

Extrait de la série d'articles publiés par Avant-Garde à cette occasion



A l'occasion du 200ème anniversaire de Friedrich Engels, et l'année où il accède enfin à une certaine reconnaissance académique en entrant au programme de philosophie de terminale, il est plus que temps de s'intéresser à ce communiste qui, sans doute plus que quiconque, a incarné l'indissoluble unité de la théorie et de la pratique en matière de lutte révolutionnaire.

Peut-on séparer Marx d'Engels ?

Tout semble indiquer que Marx et Engels sont indissociables. Représentés côte à côte à Berlin sur une statue, leurs visages figurant l'un à la suite de l'autre sur les images de propagande communiste, leurs noms écrits côte à côte sur la couverture de nombreux ouvrages : il est clair qu'on ne peut pas séparer ces deux noms sans porter atteinte à l'intégrité du communisme.

[...]

Sa participation à la conceptualisation du communisme reste méconnue, pour ne pas dire délibérément ignorée, méprisée. **Les grands mouvements philosophiques de « retour à Marx », au jeune Marx, sont trop heureux d'escamoter nonchalamment Engels.** En effet, Engels l'éditeur, le vulgarisateur, l'auteur de lettres dans lesquelles il explique patiemment à ses correspondants la pensée de Marx, n'a-t-il pas trop simplifié Marx en croyant le mettre à la portée de tous ? N'a-t-il pas ouvert la voie à des marxismes dogmatiques ? Ne faudrait-il pas cacher honteusement cette vulgarisation de la pensée géniale de Marx ? Non. A rebours de ceux qui pensent pouvoir mieux comprendre Marx en faisant abstraction d'Engels, on pourrait répondre par cette réplique de Marx : « l'ignorance n'a jamais aidé personne ! ». **Non seulement connaître Engels est nécessaire à la compréhension globale du marxisme, mais en plus celui-ci ne s'est jamais contenté d'être un obscur personnage dans l'ombre du génie, et il mérite d'être connu pour lui-même.**

[...]

La rencontre avec le prolétariat

La différence fondamentale entre les deux pères du communisme est qu'Engels a déjà identifié dans le prolétariat la force matérielle qui tout à la fois peut et doit s'emparer du pouvoir. Son travail sur la Situation de la classe laborieuse en Angleterre (publiée en 1845) l'a amené à partager le quotidien et les luttes des prolétaires anglais. Dès lors, il lui aurait été impossible de se limiter à une description misérabiliste des ouvriers et ouvrières. La misère est bien réelle, certes, et le livre d'Engels en fait une description éloquente. **Mais le prolétariat n'a pas besoin qu'on se penche avec commisération sur son infortune pour le plaindre : ce dont il a besoin, c'est de soutien dans sa lutte, d'armes théoriques, d'idées révolutionnaires.** Par sa position même, le prolétariat est contraint d'engager une lutte à mort avec les capitalistes.

C'est par conséquent la seule classe qui est à la fois capable (par son nombre, par son organisation, par sa discipline) et forcée de mener à son terme la lutte contre la bourgeoisie. Elle doit le faire, et elle le fera. Le communisme n'est plus une « belle idée » à défendre, c'est l'expression même de la nécessité historique qu'a l'une des deux classes en lutte de l'emporter sur l'autre.

C'est à présent une évidence pour Engels, et ça le devient pour Marx aussi. Encore une fois, Engels parvient à identifier un besoin théorique avec une lucidité stupéfiante.

Noël 1914: Ils ont vaincu la haine

Noël 1914, la guerre est commencée depuis 144 jours déjà. Sur l'ensemble des fronts on compte 300.000 morts. Après les premières semaines, une fois les Allemands stoppés aux portes de Paris, les soldats se retrouvent bloqués, confinés dans les tranchées dans le froid, sous la pluie et des « orages d'acier ». C'est une guerre de position.



Mais, dans les tranchées, de chaque côté, ce ne sont pas des soldats qui se font face, ce sont des hommes, ce ne sont pas des guerriers faits pour la boucherie humaine - bouchers ou bétails -. Ce sont des laboureurs, des ouvriers qu'on reconnaît dans leurs uniformes. Ce sont des civils déracinés qui se rendent compte qu'ils ont les mêmes conditions de vie difficile.



Parfois séparés de quelques dizaines de mètres, ils les entendent dans la tranchée d'en face parler, rire, pleurer. Ils les voient fumer, creuser leurs tranchées et enlever l'eau des boyaux inondés. C'est dans ces conditions que le 24 décembre, des soldats allemands placent sur le parapet des tranchées des sapins, des lanternes de papier. **De chaque côté des chants de Noël montent, Français et Allemands quittent les armes, échangent des adresses, des cigarettes, des bouteilles de vin, des provisions.**

Au fil des mois et des années, il y aura un accroissement substantiel des cas de fraternisation. Les officiers, les généraux ont vite compris que la fraternité des Hommes passait par la fraternité entre Hommes. Ces fraternisations seront considérées comme des actes « d'intelligence avec l'ennemi » et seront punies

par des sanctions : corvées, prison, jusqu'à la peine de mort : l'objectif était de maintenir les troupes en parfait état d'obéissance : bilan 2500 condamnations 741 Fusillés pour l'exemple.

Jean-Claude Salomon, président de l'ARAC 44

L'ARAC est née de cette guerre, avec pour buts la défense des valeurs républicaines, le combat antifasciste, la lutte pour la paix, la justice sociale, la défense de tous les droits parfois chèrement acquis. En cette période où ils sont attaqués, l'ARAC lutte pour les droits du travail, la Sécurité Sociale, la retraite.

« Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre DAGUET
Commission paritaire : N°0325 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément CHEBANIER
Responsable de la rédaction : Pierre DAGUET
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
E-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Louis CHRETIEN Pedro MAIA
Pascal DIVAY Véronique MAHE
Jeannine TROUILLARD



Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel
Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées
Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM : PRENOM :
ADRESSE :
TEL : EMAIL :

- Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
- Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

Chèque à l'ordre de ADF44
A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES